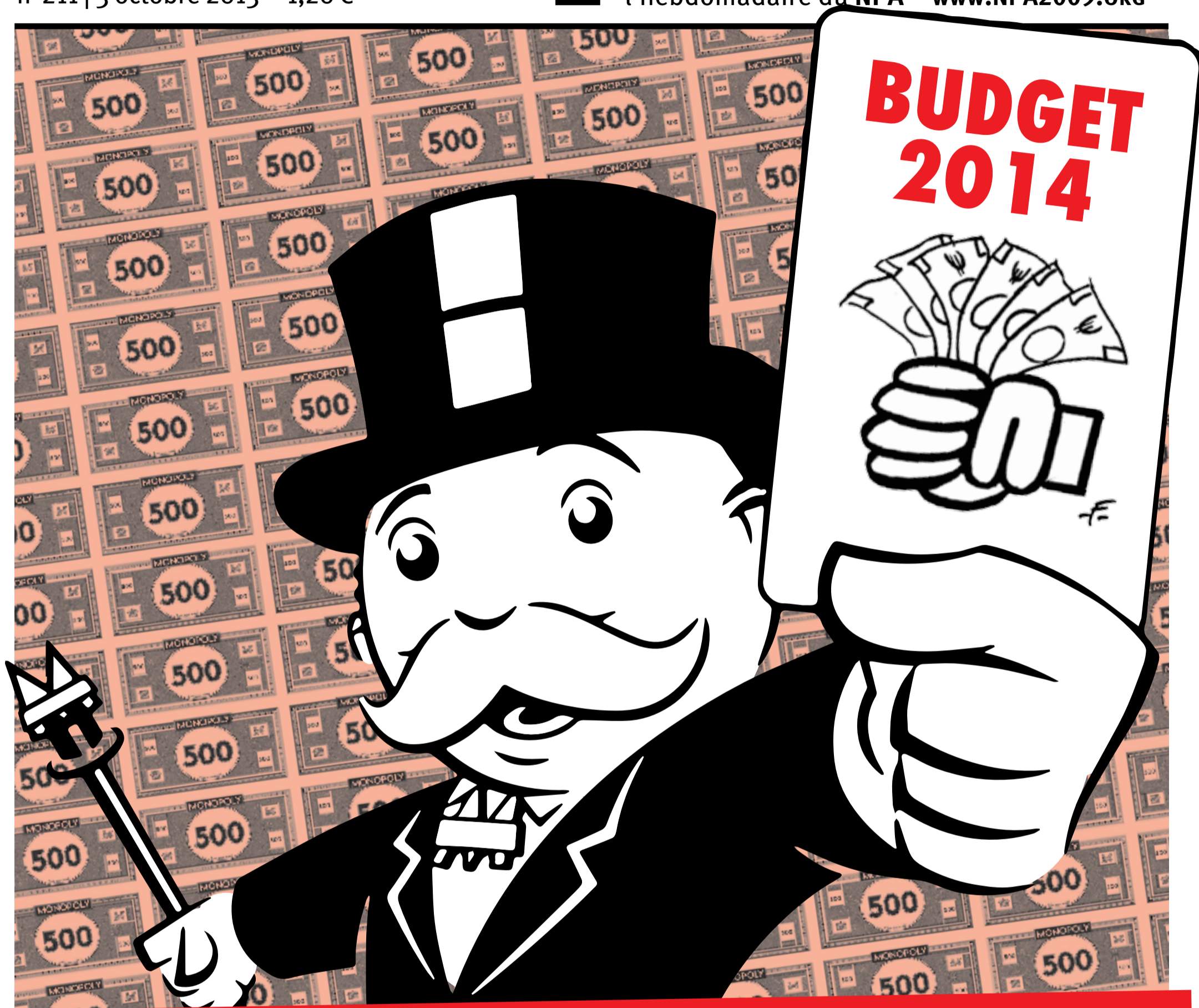


*l'Anti*capitaliste

n°211 | 3 octobre 2013 – 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Le gouvernement vole les PAUVRES pour donner aux RICHES



Dossier
Retraites:
le gouverneMENT
Pages 6 et 7



ÉDITO
Liberté du Medef
contre droits des
travailleurs Page 2

PREMIER PLAN
Valls, le chef d'orchestre
de la campagne anti-
Roms Page 3

ACTU POLITIQUE
Santé: les rapports
sortent, le massacre
continue Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien
avec les Pinçon-Charlot
Page 12



Par CATHY BILLARD

Liberté du Medef contre droits des travailleurs

Le Medef et ses divers relais se sont trouvés un nouveau combat : la liberté du travail. On a droit à un beau florilège d'arguments, de l'évolution sociétale à la défense intégriste de la liberté individuelle de travailler comme on veut et quand on veut... Tout cela ne constitue qu'une nouvelle tentative de démolition du Code du travail. Déjà de nombreux dispositifs permettent aux entreprises de déroger au droit du travail et de faire travailler leurs salariéEs la nuit ou le dimanche, dans des secteurs aussi vitaux que la vente de produits de beauté ou les matériaux de bricolage. Certaines « petites » entreprises comme Sephora ou Leroy-Merlin instrumentalisent une minorité de leurs salariéEs pour réclamer la suppression de toute réglementation contraignante. Plus pragmatiques, le Medef et le gouvernement mais aussi certains dirigeants syndicaux comme Laurent Berger de la CFDT, proposent de ne pas toucher à la loi mais de laisser les accords locaux entre « partenaires sociaux » entériner la volonté patronale. Le gouvernement a mis en place une commission présidée par Bailly, ex-PDG de La Poste où il a géré, entre autres, les réorganisations et la flambée des suicides de salariéEs et dont on peut déjà prévoir les conclusions...

En fait de libertés pour les travailleurs, ce serait juste un recul de plus. Pour la majorité des salariéEs qui acceptent des horaires qui nuisent à leur santé et à leur vie sociale, la liberté se résume à un mot : le salaire. Dans le secteur de la distribution, beaucoup subissent des temps partiels imposés pour des salaires qui ne décollent pas du Smic horaire. Interdire le temps partiel imposé et augmenter le Smic à 1 700 euros net. Réduire le temps de travail pour partager le travail entre toutes. Créer une allocation d'autonomie pour tous les jeunes en formation et en recherche d'emploi, leur évitant ainsi de devoir accepter n'importe quel petit boulot. Ces revendications supposent une rupture avec les politiques d'austérité qui permettent la flambée des profits de LVMH et autres groupes de la distribution. Elles sont la condition d'une réelle liberté pour toutes les salariéEs : disposer de notre temps libre !

BIEN DIT

J'en ai assez d'entendre dire que les pauvres abusent alors qu'on sait que le montant des fraudes est largement inférieur à celui des droits non utilisés en matière d'aide sociale.

PAUL ARIÈS dans le journal *Libération* daté des 28-29 septembre 2013.

À la Une Prendre aux classes populaires pour donner aux entreprises

Le 25 septembre, le projet de loi des finances 2014 a été présenté en conseil des ministres. Deux lignes directrices : 15 milliards d'euros d'économies, 3 milliards de recettes supplémentaires. Bref, un budget d'austérité aggravée pour la majorité de la population... épargnant une fois de plus les entreprises et les plus riches.

Selon le gouvernement, ce serait un budget « pour la croissance », « orienté vers l'emploi et le pouvoir d'achat ». Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit très vite qu'en réalité ce budget va aggraver l'austérité pour les classes populaires. Sur la base d'une croissance pour le moins modeste, le gouvernement continue de se fixer comme objectif la réduction des déficits publics : -3,6% du PIB en 2014 (-4,1% en 2013), soit environ 18 milliards d'euros. Pour parvenir à trouver ces 18 milliards, le gouvernement table sur 15 milliards d'économies et 3 milliards d'euros de recettes supplémentaires, donc d'impôts nouveaux. Pour faire taire la polémique sur le « ras-le-bol fiscal », le gouvernement souligne que 80% de l'effort sera fait via les économies budgétaires et 20% seulement par hausses d'impôts, en oubliant dans son calcul « savant » d'intégrer la hausse de la TVA dès le 1^{er} janvier prochain et la hausse des cotisations retraites...

Austérité à tous les étages
Sur les 15 milliards d'économies, 6 milliards sont programmés sur les dépenses sociales dont 2,9 milliards doivent provenir d'économies sur l'assurance maladie. Selon le gouvernement ces économies « porteront principalement sur des

baisses de prix de médicaments, des baisses de tarifs dans certaines spécialités, la maîtrise médicalisée et des gains de productivité dans le secteur hospitalier ». Mais nous ne savons pas encore quelle forme cela prendra, et au vu de ce que subi le service public de la santé, cela n'est du tout rassurant.

Une saignée aussi sur les budgets de l'État, à hauteur de 9 milliards d'euros en 2014, dont 2,6 milliards d'euros au titre des dépenses de fonctionnement ; 3,3 milliards d'euros pour ce qu'il est convenu d'appeler « concours aux autres entités » et 2,6 milliards pour le titre « autres dépenses »... Derrière ces chiffres, ce sont une nouvelle fois les emplois qui seront sacrifiés : maintien du gel des salaires pour la majorité des fonctionnaires, deux à trois milliards d'euros en moins pour les organismes de l'État et les collectivités locales... Autant de services publics en moins pour la population.

Les entreprises et les plus riches bichonnés
L'autre volet du projet de loi des finances 2014 porte sur les recettes à hauteur de 3 milliards d'euros. À écouter le gouvernement, on pourrait penser que celui-ci a décidé de taxer aussi bien les entreprises que les particuliers. Mais une

BUDGET 2014



nouvelle fois, le gouvernement nous fait de l'intox ! Certes de nouveaux impôts sont programmés sur les entreprises, mais les allègements, et exonérations en particulier dans le cadre du fameux « choc de compétitivité » feront en sorte que les entreprises ne paieront rien de plus, et pire elles verront même leur imposition baisser. Le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) apportera 10 milliards aux entreprises en 2014... financé par « les ménages », c'est-à-dire nous : hausse de la TVA (plus de 5 milliards), fiscalisation des majorations de pensions (1,2 milliard), abaissement du quotient familial (1 milliard), fiscalisation de la part employeur des compléments santé (1 milliard), réduction d'impôt pour les frais de scolarité (440 millions)... À cela s'ajoutent les mesures en matière de fiscalité écologique, comme la contribution climat

énergie qui ne remet pas en cause les exonérations dont bénéficient les secteurs du transport, de l'agriculture ou de la pêche.

S'opposer maintenant !

Le budget 2014 s'inscrit dans les politiques d'austérité de l'ensemble des pays européens. Moscovici a rencontré la Commission européenne pour démontrer que la France était un bon élève et qu'elle respectait bien les critères du Pacte de stabilité. Le gouvernement confirme bien qu'il préfère protéger les riches et faire les poches aux classes populaires. Face à cela il y a urgence ! Urgence de s'opposer à cette politique de classe, qui ne fait qu'accroître les inégalités, la précarité et le chômage et permet aux plus riches de faire toujours et encore plus de profits. S'y opposer clairement, dans l'unité, en n'ayant pas peur de l'affrontement.
Sandra Demarcq

ALLEMAGNE Après la victoire de Merkel

Une « Grande coalition » entre sociaux-démocrates et conservateurs pro-européens : c'est l'issue la plus probable aux élections législatives allemandes, qui se sont déroulées le dimanche 22 septembre.

Ce sont les conservateurs d'Angela Merkel, les unions chrétienne-démocrate et chrétienne-sociale (CDU-CSU, 41,5% aux législatives), qui dictent le tempo des négociations politiques. Au lendemain du scrutin, Merkel a appelé les dirigeants sociaux-démocrates, mais pas ceux des Verts. Indiquant la direction dans laquelle elle préfère négocier.

Une droite en recherche d'alliés

Une alliance entre la droite chrétienne-démocrate et les Verts n'est toutefois pas une chose exclue, et la CSU – la branche bavaroise de la CDU, plus droitiste – vient d'abandonner ses réserves de principes contre des pourparlers dits « noirs-verts ». L'alliance entre conservateurs et Verts avait été expérimentée à Hambourg entre 2008 et

2010, mais aussi de 2009 à 2012 (en incluant le parti libéral FDP) dans la Sarre. Cependant, ces alliances n'ont pas atteint la fin de la mandature, et ont éclaté en raison de contradictions internes. Une alliance entre droite et Verts est un objet de discussion depuis 1987, à la fois pour les « modernisateurs » dans le camp de la droite et pour l'aile la plus droitiste des écologistes allemands. Mais elle reste encore un serpent de mer. Aujourd'hui, elle aurait néanmoins une base matérielle plus solide qu'il y a 10 ou 20 ans : le capitalisme allemand a su entrer dans un nouveau cycle de croissance ces dernières années, entre autres en misant sur la transition

vers de nouvelles sources énergétiques. Le capitalisme allemand a créé 1,9 million d'emplois depuis 2005, mais souvent des emplois précaires et/ou mal rémunérés : il n'existe toujours pas de salaire minimum légal.

Une des raisons de ce cycle de croissance réside aussi dans le train de « réformes » effectué principalement sous le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder de 1998 à 2005, pour démanteler une large partie des droits des chômeurs et faciliter le recours au travail précaire. Aujourd'hui, le SPD remonte légèrement à 25,7% (contre 23% en 2009), mais n'a aucune dynamique. Son passé gouvernemental, mais aussi la

personnalité de son candidat au poste de chef de gouvernement – Peer Steinbrück, un technocrate arrogant de la finance – l'ont bien empêché de susciter le moindre espoir.

Quelle opposition ?

Les deux principaux partis situés (relativement) à sa gauche, les Verts et « Die Linke », ont également baissé d'environ 3 points chacun, obtenant respectivement 8,4% et 8,6%. Ils avaient profité en 2009 de la « Grande coalition », constellation politique qui favorise toujours les partis de taille moyenne formant l'opposition parlementaire. « Die Linke » ne s'est pas révélée un facteur de mobilisation d'une

Un monde à changer

SANTÉ. L'austérité a des conséquences graves sur les systèmes de santé et les revues les plus officielles s'en font désormais l'écho. En juin dernier l'*American Journal of Public Health* avait publié un article sur l'impact de la crise et de l'austérité sur la santé en Grèce. Ce pays est souvent considéré comme une exception en Europe, mais le *British Medical Journal* de juin titre « *L'austérité démantèlera-t-elle le système de santé espagnol ?* ». Le budget des services sociaux et de santé a été amputé de 13,65 % en 2012. Moins remboursés, les médicaments coûtent 60 % plus cher pour un salarié moyen. Fermeture d'un tiers des lits d'hôpitaux,

réduction des soins d'urgence dispensés la nuit. Un décret royal a privé de couverture médicale les migrants sans papiers (hors soins urgents, pédiatriques et prénataux). Au vu de leurs résultats catastrophiques, les auteurs de l'étude sur la Grèce mettaient en garde contre les effets néfastes de politiques similaires en matière de santé publique dans d'autres pays européens. En effet, à terme, ces politiques vont conduire de plus en plus de médecins hospitalier à « *jouer à Dieu* », selon le mot de Leta Zotaki, chef du service de radiologie de l'hôpital de Kilkis, au nord de Thessalonique, rapporté dans *le Monde* du 26 novembre 2012.

VALLS

Le chef d'orchestre de la campagne anti-Roms

Plan de carrière personnel, démagogie à l'approche des élections municipales, zèle et perversité du bon élève, sûrement tout à la fois. Qu'importe, Valls a trouvé son filon : dérapages racistes calculés, surenchères populistes, sécuritaires...

Il utilise avec un cynisme qui n'a d'égal que celui de Sarkozy au même poste toutes les ressources du ministère de l'Intérieur pour s'imposer au centre des surenchères et rivalités réactionnaires. « *Ils ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, en confrontation avec les*

populations locales. Et cela veut bien dire que les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie », a-t-il déclaré pour justifier sa politique d'expulsions. Il orchestre ainsi une campagne raciste livrant les Roms à la vindicte populaire, flattant fantasmes et délires paranoïaques. Il en rajoute

repreuant l'argumentation de Le Pen « *Nous avons les chiffres (de la délinquance) concernant les populations d'origine roumaine ou bulgare. La proximité des campements provoque de la mendicité et des vols. Nous ne pouvons pas accepter au cœur de la capitale des campements et des mineurs qui pratiquent de la délinquance* ». Il adhère aux propos de Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate UMP à la mairie de Paris : « *les Roms harcèlent les Parisiens* »... Il n'est pas question de relogement, l'aide au retour a été supprimée, et Valls et tous les autres savent très bien ce qui attend les Roms en Bulgarie et en Roumanie.

Fort avec les plus faibles

Ce zèle abject a bien suscité quelques réactions au sein du Parti socialiste mais le gouvernement ne cache pas sa satisfaction de voir le mécontentement dévoyé contre des boucs émissaires. Avec les élections municipales en ligne de mire, il fait le pari lâche et stupide de concurrencer le Front nationale en faisant... sa politique ! Cécile Duflot a protesté : « *On ne peut pas dire qu'il y a une catégorie de population où leur origine justifierait qu'elle ne puisse pas être intégrée et que leurs pratiques et modes de vie sont un dérangement*

pour leur voisin. Quand on dit cela, on est au-delà de ce qui met en danger le pacte républicain » pour en appeler à l'arbitrage de Hollande. Mais quelle crédibilité peuvent avoir ces déclarations d'une ministre accrochée à son poste qui tente vainement de regagner un peu de dignité. Elle s'indigne de voir Valls « *utiliser les mêmes méthodes* » que Sarkozy mais reste dans un gouvernement qui fait la même politique !

La Commission européenne a rappelé que « *les Roms, comme tous les citoyens de l'UE, bénéficient de la liberté de circuler librement dans tous les États membres de l'UE et de résider dans un autre pays que leur pays d'origine* ». Qui peut croire que la France serait incapable de loger 15 000 personnes en grande difficulté ? De scolariser leurs enfants ? De garantir leurs droits à la santé ou à la formation ?

À défaut d'être capable de s'opposer aux exigences des patrons et financiers, couard vis à vis d'eux, ce gouvernement sans force ni caractère s'attaque à toute la population et est assez stupide pour croire qu'il va s'en tirer par la politique du bouc-émissaire. Les seuls vainqueurs de cette sinistre farce où Valls se prend pour un grand homme seront Marine Le Pen et ses amis.

Yvan Lemaître



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

opposition sociale, mais est plutôt restée cantonnée à son travail parlementaire et à ses divisions internes. Le parti reste très écartelé entre l'Ouest de l'Allemagne – où il obtient environ 5 % des voix, et ressemble à ce que représente le Front de gauche en France – et l'Est, où il dépasse encore les 20%. Mais dans les États-régions situés plus à l'Est, où le parti a parfois gouverné (et gouverne encore dans le Brandebourg), c'est nettement moins un parti de gauche et/ou de classe, plus un parti régionaliste défendant l'Est contre l'arrogance de l'Ouest, vainqueur de la réunification des années 1990.

Les Verts ont sans doute payé leur absence de véritable stratégie claire, et l'excès de confiance dont ils avaient fait preuve à partir de 2011, quand l'« effet Fukushima » leur a fait dépasser le seuil

des 20% dans les sondages. Ils ont vu trop grand... Par ailleurs, alors que le parti est devenu largement bourgeois et centriste, un débat programmatique sur

l'augmentation de certains impôts (revendication destinée « aux riches » mais dont l'impact avait été mal calculé) a été utilisé contre lui. Ses adversaires venant dire qu'il

était finalement gauchiste et anti-riches, alors que sa base électorale gagne en moyenne plutôt bien sa vie. Reste donc à construire une alternative politique

à la « Grande coalition » qui s'annonce et qui verra conservateurs et sociaux-démocrates tenter d'imposer de nouveaux reculs... **Bertold du Ryon**



DR

Le chiffre

5,5€

C'est ce que gagne en salaire horaire brut une coiffeuse dans un salon de l'est de Berlin... soit 40 % de moins que le Smic français (9,43 euros brut).



Agenda

Samedi 5 octobre, fête du NPA 33, Cenon. De 14h à 23h, salle du Château du diable : débats, musique, restauration, etc. avec à 19h une intervention de Philippe Poutou

Samedi 12 octobre, fête du NPA, Gérardmer. À partir de 17h, espace LAC (17 faubourg de Ramberchamp) avec Philippe Poutou.



NO COMMENT

*Le tout-gratuit est en train de tuer la France (...)
Le social ce n'est pas l'assistanat.*

LAURENT WAUQUIEZ, fondateur de la « droite sociale », dimanche 29 septembre lors du « Grand Jury RTL-LCI-le Figaro ».

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Anciennement *Tout est à nous!*

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
1969-8178

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse,
d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de
(durée 60 ans)

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard,
Goulven Schaal

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



EELV

Dur d'être écologistes ?

Coup sur coup, la démission de Noël Mamère et le retrait de Pascal Durand de la direction donnent un caractère aigu et spectaculaire à la crise d'Europe Écologie - les Verts.

Les questions de fonctionnement, de démocratie, d'ambitions personnelles... jouent évidemment un rôle dans cette crise. Mais la réduire à cette seule dimension serait une erreur. Ce qui revient de manière récurrente, c'est l'impossibilité d'introduire un tant soit peu de préoccupations sociales et écologiques dans la politique du gouvernement. La tension entre la participation au gouvernement et le maintien d'un minimum d'exigences concrètes sur la transition énergétique, la sortie du nucléaire, l'agrobiologie ou la biodiversité, est devenu insoutenable. Or la fraction dominante d'EELV passe son temps à trouver des raisons de se rassurer elle-même sur la possibilité et l'utilité de rester au gouvernement. Cette dernière séquence a débuté le 15 septembre avec l'intervention de Pascal Durand, encore secrétaire national, donnant « 6 jours au gouvernement pour (nous) dire ce que va vraiment être la transition énergétique », tirant un sombre bilan : « l'écologie a reculé depuis un an », « on se moque de nous, on nous ment », avant de conclure : « je ne serai pas le secrétaire national des renoncements écologistes. » Noël Mamère est encore plus précis : « l'heure de vérité pour les écologistes au gouvernement sonne au moment du budget. On y est et la vérité apparaît toute nue. À se soumettre et à chercher des arrangements, il ne faudra pas s'étonner si notre électoralat nous couvre de goudron et de plumes »...



Se mobiliser... et débattre

La contribution climat énergie qui avait tant enthousiasmé EELV cet été se soldera par un bilan sans appel : en 2016, sur les 4 milliards d'euros qu'elle devrait rapporter, 3 milliards financeront le crédit d'impôt compétitivité. Il ne restera plus qu'un milliard pour la transition énergétique. Cherchez l'erreur ! Ni la transition écologique ni la justice sociale ne sont compatibles avec le soutien ou la participation à ce gouvernement. Celles et ceux qui veulent défendre l'une et l'autre doivent en tirer les conclusions. Eva Joly propose une « nouvelle majorité » initiée par EELV, les « socialistes hétérodoxes » et le Front de gauche. Le PG répond « Chiche ! ». Les uns et les autres font semblant d'ignorer qu'au sein d'EELV comme au sein du FdG, il est loin d'y avoir unanimité pour s'opposer au gouvernement et combattre le productivisme. En revanche, la toute première urgence est de construire des mobilisations unitaires, pour engager immédiatement la sortie du nucléaire, la fermeture de Fessenheim, Tricastin, Bugey..., pour imposer l'interdiction de toute nouvelle exploitation d'hydrocarbures conventionnels ou non, pour l'arrêt de tous les grands projets inutiles imposés à Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs... Et au-delà, parce que l'écologie sociale le mérite bien, le débat public autour d'un programme écosocialiste donc anticapitaliste et antiproductiviste doit se poursuivre. Le NPA y est disponible.

CorrespondantEs commission nationale écologie

SANTÉ

Les rapports sortent, le massacre continue

La sénatrice écologiste Aline Archimbaud a rendu un rapport sur « l'accès aux soins des plus démunis », et la ministre de la Santé Marisol Touraine a présenté « la stratégie nationale de santé ». Pendant ce temps, le saccage de la santé publique continue et le gouvernement défend un projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) entièrement compatible avec l'austérité européenne...

Le PLFSS pour 2014 prépare une nouvelle saignée des budgets de la santé et des hôpitaux. C'est le budget le plus dur depuis des années. Il prévoit pour la branche maladie une hausse des dépenses de 2,4%, dont 440 millions d'économies supplémentaires sur l'hôpital, alors que le simple renouvellement des moyens (insuffisants) nécessiterait 4%.

Un constat accablant

Le constat fait sur le terrain par la sénatrice écologiste est vrai et accablant : elle enregistre le retard aux soins et l'aggravation des pathologies, le labyrinthe administratif, le mur financier... et aussi les refus de soins. Mais les 40 mesures proposées ne sont pas à la hauteur, bien que l'on y parle de lutte contre les dépassements d'honoraires... alors qu'ils sont maintenus par l'accord signé par M. Touraine avec les syndicats de médecins libéraux ! La sénatrice veut retrouver l'esprit de la Couverture maladie universelle (CMU) de 1999 qui serait d'après elle de favoriser l'accès aux soins « en amont » et la prévention... Sans plus de précision. À l'époque, nous avons été peu nombreux à dire que la CMU était une fausse bonne idée, caritative et non égalitaire, bref un faux progrès. La vraie égalité était et reste une seule Sécu, la même pour tous, remboursant à 100% l'ensemble des soins prescrits, et non pas une CMU « ciblant et

discriminant » les plus démunis. Alors « l'esprit CMU », non merci ! La généralisation du tiers payant (pas d'avance des frais) annoncée par la ministre de la Santé serait une vraie bonne nouvelle si elle ne s'appliquait pas à dose homéopathique ! Une mesure palpable aurait pu être la suppression nette et franche des franchises. Il n'en est pas question...

Rompre avec la logique de rentabilité

Améliorer l'accès aux soins nécessiterait d'améliorer les urgences des hôpitaux sursaturées avec des lits dans les couloirs et un personnel insuffisant et à bout de nerfs, situation qui engendre inévitablement la montée des violences... Cela sera impossible avec ce PLFSS, et sans sortir de la loi Bachelot (HPST) faite par la droite. Améliorer l'accès aux soins par des maisons de santé pluridisciplinaires mais libérales et donc payantes ? Alors qu'on ne dit rien des centres et dispensaires de santé qui pratiquent déjà le tiers payant et le salariat médical, et qui sont laissés à l'agonie financière, sans budget suffisant, jusqu'à la fermeture. Et les déserts médicaux ? Et la liberté d'installation maintenue ? Vouloir sortir du paiement à l'acte pour les médecins libéraux ? Bonne idée, mais en gardant le « paiement à l'acte » des hôpitaux que constitue leur financement « à l'activité » (dit T2A)... Quelle contradiction !



Améliorer vraiment l'accès aux soins

Améliorer l'accès aux soins en psychiatrie ? Alors que dans ce domaine, le gouvernement poursuit la destruction du seul modèle de soins gratuits intégrés, dans et hors l'hôpital : la politique de secteur qu'il faudrait restaurer pleine et entière et même diffuser à toute la santé. Améliorer l'accès aux soins, c'est aussi la prévention. Mais la médecine scolaire et la protection maternelle et infantile (PMI) sont

délaissées et la médecine du travail abandonnée au patronat. Décidément, ces rapports partent d'un constat de terrain vrai et accablant, mais pour aboutir à des mesures non chiffrées, au mieux caritatives (le fameux « esprit CMU » !). En fait, ils ne servent que de paravents pour cacher la poursuite du massacre de notre système de santé, notamment par la prochaine loi de financement de la Sécurité sociale. Jacques Cordoba

FLORANGE Visite du président des patrons

Quand pendant la campagne présidentielle le candidat Hollande juché sur le camion CFDT promettait de sauver Florange, les salariéEs du site sidérurgique voulaient y croire. Pourtant, après bien des hésitations, le Président Hollande est revenu sur le site jeudi 26 septembre pour y exposer ses renoncements.

En février 2012, Hollande était accueilli par des salariéEs prêtEs à voter pour lui dans la foulée de la déception causée par Sarkozy qui s'était précédemment engagé à sauver le site de Grandrange. Des espoirs bien mitigés mais qui répondaient à une situation où la colère se mêlait au désarroi.

Paroles, paroles

Le candidat du Parti socialiste

promet alors de faire voter une loi prévoyant que « quand une grande firme ne veut plus d'une unité de production, elle soit obligée de la céder à un repreneur ». Et d'ajouter : « Je viens devant vous prendre des engagements... Je ne veux pas me retrouver dans la situation d'être élu un jour sur une promesse et ensuite de ne pas revenir parce qu'elle n'aurait pas été tenue ».

Dans les mois qui suivent

l'élection présidentielle, les rodomontades ministérielles font rapidement place aux abandons successifs. En mai, le gouvernement « dialogue » avec Mittal puis confirme qu'il est prêt « à mettre à l'ordre du jour » une loi imposant aux patrons qui veulent vendre leur entreprise à rechercher un repreneur. Chèreque, secrétaire général de la CFDT, menace de quitter la table de négociation de l'ANI si la loi n'est pas votée avant la fin de l'année ! Quand début octobre Mittal confirme sa volonté de fermer le site, Montebourg fait monter la pression quelques semaines, en annonçant une prise de contrôle du site par l'État. L'horrible mot de nationalisation est prononcé.

Des actes

Le 30 novembre, le Premier ministre annonce un accord avec ArcelorMittal, prévoyant un investissement de 180

millions d'euros sur les cinq prochaines années et pas de plan social. Montebourg est désavoué, le projet de nationalisation n'a pas fait long feu. Pendant que FO et la CGC se félicitent de ce dénouement, Édouard Martin, responsable de la CFDT, déclare : « Je considère ça comme une très haute trahison d'État... Nous avons été le cauchemar de Sarkozy, on pourrait être celui de ce gouvernement ». Lionel Burriello, secrétaire de la CGT Florange : « C'est une trahison, une incohérence totale par rapport aux déclarations de toute la semaine, c'est de l'enfumage. Rien que le mot accord avec ArcelorMittal ça me donne envie de pleurer, on a l'impression de vivre un Gandrange 2. »

En avril 2013, la mort des hauts-fourneaux de Florange est entérinée à l'occasion d'un Comité central d'entreprise d'Arcelor. 629 salariéEs se retrouvent licenciés sans compter les centaines d'emplois induits dans la région. Et, depuis, le retour de Hollande était annoncé et régulièrement reporté. La proposition de loi « Florange » qui doit être votée en ce début octobre par les députés est bien en

deçà des annonces initiales. Elle n'impose aux groupes de plus de 1000 salariéEs qu'une obligation de moyens : « rechercher » un repreneur sous peines de pénalités voire de remboursement des aides publiques perçues lors des deux dernières années.

Retour sous les sifflets

C'est dans cette situation que Hollande a été accueilli par des sifflets et des huées lors de son retour à Florange. Rencontre avec les responsables syndicaux, dans une salle à l'écart des mobilisations, et prise de parole publique devant quelques cadres triés sur le volet. Il faut dire que Hollande n'avait pas grand-chose à annoncer : la création à Florange d'un Centre de recherche pour la sidérurgie française, qui devra permettre « d'assurer l'acier de demain... », a-t-il expliqué en s'engageant à venir chaque année à Florange pour vérifier que les promesses sont tenues. Pas de quoi convaincre les salariéEs qui, derrière le cordon de policiers, criaient : « Hollande comme Sarkozy président des patrons ! » Robert Pelletier

Stèle érigée par des syndicalistes à Florange. DR



KENYA

Terrorisme aveugle

Le Westgate mall était une cible toute trouvée pour les Shebab somaliens. Lieu de shopping et de détente des Kenyans de la classe moyenne et des expatriés, ce centre commercial dont une partie des capitaux sont israéliens, a de multiples points d'entrée, des parkings en sous-sol et de nombreux recoins...

L'attaque a été soigneusement préparée puisqu'il semble que les assaillants ont loué un local commercial pour stocker armes, munitions et matériels, ce qui leur a permis de tenir un siège de trois jours.

À ce jour, les autorités kenyanes font état de 61 mortEs, mais il est probable que le bilan soit plus lourd du fait de plusieurs dizaines de disparuEs, d'autant qu'une partie du toit de l'édifice s'est effondré, probablement à cause des assauts des forces de sécurité kenyanes. Ce type d'attentat n'est pas le premier perpétré par les islamistes

somaliens au Kenya. Cela touche aussi d'autres pays. Ainsi à Kampala, capitale de l'Ouganda, plus de 70 personnes ont trouvé la mort dans trois attentats simultanés lors de projections publiques de la coupe du monde 2010 de football.

Des attentats liés à la guerre en Somalie

Les Shebab continuent de s'attaquer aux simples citoyens au seul motif que leur pays participe aux opérations militaires de l'Amisom, comme l'indique un de leur dirigeants Sheikh Ali Mohamud Rage: « Nous lançons un avertissement au

gouvernement kenyan et à tous ceux qui le soutiennent. S'ils veulent la paix, qu'ils quittent notre territoire, qu'ils arrêtent leur ingérence dans nos affaires, qu'ils libèrent nos prisonniers et qu'ils arrêtent toutes les formes de combat contre notre religion. »

En 2006, Les États-Unis ont poussé l'Éthiopie à envahir la Somalie pour renverser le pouvoir des tribunaux islamiques qui avait mis fin à des décennies de guerre civile. Le résultat fut un fiasco, puisque deux ans plus tard, ce sera l'aile la plus radicale des tribunaux islamiques Al-Shabbaab (« la jeunesse ») qui contrôlera la quasi-totalité du pays en installant une des pires dictatures religieuses, avec son lot d'amputations, de lapidations et d'exécutions sommaires.

Suite aux incursions des Shebab sur son territoire, le Kenya a lancé l'opération « Linda Nchi » (« protéger la nation » en swahili) et est intervenu en Somalie en 2011 avec l'appui logistique de la France et des États-Unis. Un an plus tard, les soldats kenyans intégreront l'Amisom, les troupes de l'ONU composées principalement de soldats burundais et ougandais.

Al-Shabbaab est en train de perdre du terrain en Somalie. À l'intérieur de cette mouvance, les débats se font vifs et se règlent parfois avec les armes, entre ceux qui ont une vision somalienne de leur combat et les partisans d'un djihad mondial conforme à la ligne d'Al-Qaïda.

Le danger de l'amalgame

Des observateurs au Kenya font remarquer que le responsable des forces de sécurité kényane, David Kimaiyo, a passé l'essentiel de son temps à lutter contre la mise en place d'un syndicat de police, à espionner la population civile et à organiser la répression contre les manifestations populaires, plutôt que d'assurer réellement la sécurité à l'intérieur du pays.

Mais le risque le plus grave est celui de l'amalgame entre d'un côté les terroristes et de l'autre les musulmans et les nombreux Somaliens, dont la plupart sont des réfugiés et vivent dans des conditions extrêmement précaires. En effet, le Kenya est un pays où les politiciens n'hésitent pas une seconde à brandir la haine de l'autre et exacerber les conflits entre communautés. C'est d'ailleurs ce qui vaut au Président Uhuru Kenyatta et son vice-président William Ruto récemment élus, d'être inculpés par la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité, après les terribles conflits inter-ethniques qui ont eu lieu après les élections de 2007. D'où l'importance des appels à refuser toute tentation de haine d'amalgame, comme l'a fait Benedict Wachira le dirigeant du parti progressiste kenyan SDP: « (...) nos récentes expériences ici au Kenya nous ont montré que le terrorisme ne connaît ni couleur, ni race, ni religions, ni ethnies. Nous ne permettrons pas que les terroristes réussissent à diviser le pays selon des critères religieux ou ethniques. »¹

Paul Martial

1. <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-est/kenya/article/kenya-sdp-condemns-the-dreadful>



DR

COLOMBIE

Grève agraire contre le gouvernement

Depuis le 19 août, la Colombie est en effervescence. Les cultivateurEs, suiviEs des enseignantEs, des étudiantEs, des camionneurEs et du personnel hospitalier, manifestent.

Ce mouvement est le plus fort depuis les années 1970. Le gouvernement le réprime en utilisant des moyens prévus pour le conflit armé interne. En 2012, le président Santos signe des accords de libre-échange avec les États-Unis et l'Union européenne, les « traités de libre commerce » (TLC) qui plongent la population rurale dans la misère. Cela s'ajoute au conflit armé qui a semé la mort, l'humiliation et les déplacements forcés. Cependant, les travailleurEs en zone rurale s'organisent pour exprimer leur indignation sur les routes et places de tout le pays. Les TLC ont été un élément déclencheur de la grève agraire. L'ouverture à des produits d'Europe et des États-Unis est catastrophique. Ces pays cultivent jusqu'à la surproduction, l'agriculture y bénéficie de subventions, leurs moyens de production sont bien supérieurs à ceux des Colombiens qui cultivent de façon traditionnelle, dans le respect de la terre, et sont obligés de vendre à perte. Beaucoup quittent leurs terres pour vivre en ville dans des conditions très difficiles. Les firmes achètent alors ces terrains à bas prix pour les exploiter à grande échelle.

La mesure « 9.70 » du TLC impose de ne plus semer que des graines dites « certifiées ». Les agriculteurs sont contraints de substituer ces OGM à leurs propres graines adaptées au milieu. Ce riz de laboratoire breveté par les multinationales « appartient » donc à celles-ci. Des cultivateurs sont poursuivis pour vol, 70 000 sacs du meilleur riz déclarés « non-certifiés » ont été jetés dans des décharges, et les graines ancestrales ont été perdues.

Vers une mobilisation générale

Le mouvement est bien organisé. Traumatisés par une répression violente et un conflit armé de 50 ans, les habitantEs ont quand même préservé leurs organisations et en ont construit de nouvelles. Avec le développement culturel des campagnes, grâce à internet, on peut dénoncer les violences de groupes gouvernementaux ou para-gouvernementaux. Les voix dissidentes se protègent en s'appuyant sur l'opinion publique nationale et internationale. De nombreux témoignages et vidéos en ligne dénoncent la répression. Le président Santos a déclaré qu'il respectait le droit de grève... mais a envoyé l'équivalent des CRS, l'ESMAD.

Alors que les médias nationaux travestissent les faits, circulent sur le Web des images où l'on voit l'ESMAD casser les vitres des maisons pour y lancer des lacrymogènes, asphyxiant enfants et personnes âgées, détruisant les stocks de nourriture, badigeonnant les casseroles avec des produits toxiques pour qu'elles ne puissent plus servir. On compte déjà 12 tués par balles, 485 blessés, 4 disparus, 262 arrestations. Face à l'ampleur du mouvement et au soutien international (manifestations en Amérique latine, en Europe et aux États-Unis), des discussions ont été

ouvertes. La mesure « 9.70 » a été reportée pour deux ans. Mais les concessions du gouvernement sont insuffisantes car elles ne remettent pas en question les TLC. De nombreuses communautés agricoles et indigènes continuent la grève, accompagnées des secteurs des transports et de la santé qui n'ont pas pu participer aux négociations. Les étudiantEs et les enseignantEs sont en grève. Un affrontement général avec le gouvernement est à l'ordre du jour. La solidarité internationale est indispensable à sa réussite.

Emmanuelle Saenz



Le monde en bref

BANGLADESH Rien n'a changé

Au Bangladesh, les conditions de travail dans les usines textiles ne sont pas acceptables. Les conditions de sécurité non plus. L'effondrement du Rana Plaza en avril dernier n'était pas le premier accident industriel, puisque déjà plusieurs incendies avaient entraîné des mortEs et des blessés. Suite à un accord international, les compagnies occidentales devaient contribuer à payer pour des améliorations de la sécurité dans les usines du Bangladesh. Un rapport du comité d'inspection sur la sécurité suggérait aussi d'intégrer 10% du profit annuel des usines pour établir des droits du travail.

Lors des manifestations massives de septembre pour des augmentations de salaires, le gouvernement a envoyé les troupes paramilitaires, la police a réprimé par des gaz et des tirs de balles en caoutchouc. C'était déjà le cas en 2010 lorsque les ouvriers du textile avaient manifesté pour de meilleurs salaires, la police anti-émeute était violemment intervenue.

À l'époque, les salaires n'arrivaient plus à couvrir les besoins vitaux des familles, en raison de la hausse des prix des biens de consommation. Là aussi rien n'a changé, puisque l'augmentation du coût de la vie a rapidement mangé les augmentations lâchées cet été par les patrons du textile. Les travailleurs réclament 100 dollars par mois au minimum.

Le ministre du Travail bangladais vient de demander aux patrons de payer tous les salaires et les primes en suspens. Reste à voir si cela sera fait. En effet, suite à une modification du Code du travail, les patrons ont la possibilité de renvoyer les travailleurs impliqués dans « des violences » sans leur verser d'indemnité. Quant au gouvernement, il continue de stigmatiser « les gens qui veulent déstabiliser le pays et l'ordre social ». Les salaires sont bas et ne représentent qu'un faible pourcentage du prix d'un tee-shirt. Leur augmentation se répercuterait donc de façon très minime. Le textile représente 80% des exportations du Bangladesh. Les industriels locaux mettent en avant la concurrence entre les pays d'Asie et les multinationales distributeurs du textile qui ne veulent pas revenir sur la composition du prix et leurs gains. La « loi du marché » s'impose.

Christine Schneider

Russie: libération immédiate des opposants emprisonnés et des Pussy Riot

Nadejda Tolokonnikova, l'une des membres du groupe Pussy Riot qui avait été condamnée en août 2012 à 2 ans de camp de travail, vient de faire connaître dans une lettre rendue publique le 24 septembre 2013, les conditions inhumaines dans lesquelles elles sont détenues: conditions d'hygiène déplorables, violences physiques, humiliation dans la tradition des goulags staliniens. Cela l'a conduite à entamer une grève de la faim. Placée à l'isolement puis transférée à l'hôpital, il y a tout à craindre pour sa santé et sa survie. Le NPA tient à s'associer à la campagne internationale de solidarité qui s'engage. Il s'agit d'aider toutes celles et ceux qui se battent en Russie contre le régime de Poutine dans des conditions extrêmes. Il exige leur libération immédiate comme celle de tous les prisonnierEs politiques emprisonnéEs pour s'être opposéEs au régime de Poutine.

Communiqué du NPA, le 30 septembre 2013



PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES: Le gouvernement

La loi sur les retraites sera débattue à l'Assemblée nationale entre le 7 et le 11 octobre, à l'exception des dispositions concernant les cotisations qui seront examinées la semaine du 21 octobre, dans le cadre du débat sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Le gouvernement a soigneusement préparé sa communication, largement relayée par les médias. Celle-ci repose sur deux affirmations, au demeurant contradictoires :

- Premier mensonge, le système de retraites par répartition court à sa perte si rien n'est fait. Pour le « sauver », face à des contraintes « incontournables » (le vieillissement de la population et donc l'accroissement du nombre de retraités, les « déficits » croissants qui en découlent...), il est nécessaire de « réformer », même si c'est douloureux pour les salariéEs actifEs et retraitésEs.
- Deuxième mensonge, cette « réforme » n'a rien de dramatique. Elle nécessite seulement de « petits » efforts, échelonnés dans le temps et donc presque indolores. Elle peut même pour certains (les femmes, les jeunes, les salariéEs exerçant des travaux pénibles) être source d'avancées sociales...

Une « réforme » est donc nécessaire, mais elle peut être une « bonne réforme », « juste et équilibrée » négociée dans le cadre du « dialogue social » avec des dirigeants syndicaux responsables, comme ceux de la CFDT.

Par ce dossier, le NPA veut contribuer à contrer cette propagande mensongère. Nous voulons aider à la construction d'une indispensable mobilisation pour exiger le retrait d'un projet cohérent qui n'est ni amendable ni négociable, et qui vise non à sauver mais à poursuivre la destruction de la Sécurité sociale. Ce serait une première victoire face à ce gouvernement d'austérité.

Dossier réalisé par la commission nationale santé-sécu-social

La loi : décryptage

1. L'allongement de la durée de cotisation est reporté à 2020

FAUX La durée de cotisation pour bénéficier de la retraite à taux plein des assurés sociaux du régime général et des fonctionnaires est actuellement de 166 trimestres (41,5 ans) pour la génération à compter de 1955. Elle passera à 167 trimestres pour la génération de 1958 qui prendra sa retraite en 2020. En effet, la loi Fillon qui lie la durée de cotisation aux gains d'espérance de vie est maintenue, et entre 2020 et 2035, la durée de cotisation est à nouveau augmentée d'un trimestre de plus tous les trois ans pour atteindre 43 ans pour celles et ceux nés à partir du 1^{er} janvier 1973.

Année de naissance	Nombre de trimestres exigés pour le taux plein	Âge légal de départ à la retraite	Âge de départ à taux plein quelle que soit la durée de cotisations
1952	164	60 ans et 9 mois	65 ans et 9 mois
1953	165	61 ans et 2 mois	66 ans et 2 mois
1954	165	61 ans et 7 mois	66 ans et 7 mois
1955 – 1956 – 1957	166	62 ans	67 ans
Loi Ayrault			
1958 – 1959 – 1960	167		
1961 – 1962 – 1963	168		
1964 – 1965 – 1966	169		
1967 – 1968 – 1969	170		
1970 – 1971 – 1972	171		
1973	172		

2. Le gouvernement ne touche pas au système actuel des retraites

FAUX Un article du projet de loi intitulé « Règles et dispositif de pilotage » précise le rôle d'un « comité de surveillance des retraites composé de cinq personnes compétentes en matière des retraites » qui devra chaque année faire des recommandations pouvant avoir pour effet « d'augmenter le taux de cotisations des régimes de base et complémentaires au-delà des bornes fixées par décret » et aussi « de réduire le taux de remplacement (pourcentage du salaire conservé lors du départ en retraite) assuré par les retraites au-delà des bornes fixées par décret ».

Les pensions versées par la Sécurité sociale et les régimes complémentaires fonctionnent actuellement selon le principe des prestations définies : le financement doit s'adapter au montant des pensions. Selon les nouvelles règles, les cotisations ne devraient pas dépasser un plafond défini auparavant et les pensions s'adapter chaque année au financement. On bascule dans un système de « cotisations définies », y compris pour les complémentaires, les prestations devant s'adapter aux recettes.

Ce changement systémique est une rupture avec les principes de 1945, selon lesquels chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Il a entraîné une dégradation importante du niveau de vie dans plusieurs pays, notamment en Suède.

3. L'âge de départ à la retraite n'est pas repoussé

FAUX L'âge légal reste fixé à 62 ans... mais dans la réalité ce ne sera pas possible pour l'immense majorité des salariéEs. Ils ne toucheraient dans la plupart des cas qu'une pension rabotée en raison de la décote qui s'applique sur son montant, faute d'avoir travaillé le nombre de trimestres requis. Pour toucher une retraite à taux plein, la génération de 1973 devra travailler sans discontinuer à partir de 17 ans !

“ Ce changement systémique est une rupture avec les principes de 1945, selon lesquels chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ”

4. Les mesures sur la pénibilité au travail sont une avancée importante

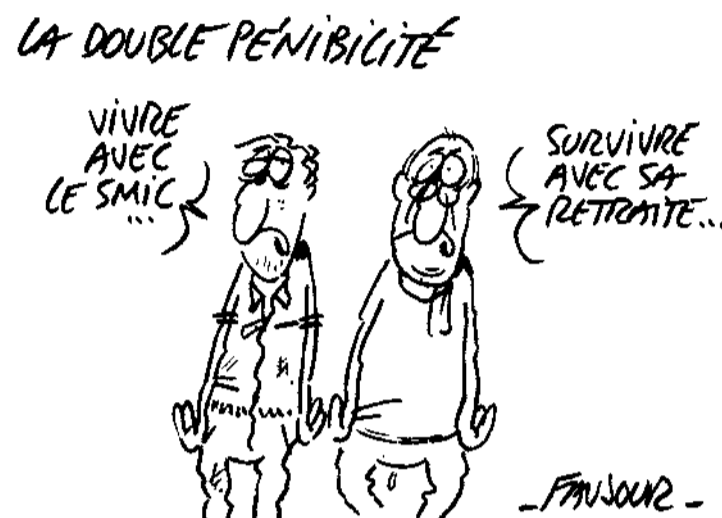
FAUX Le gouvernement annonce des mesures dites de justice sociale, la mesure phare étant « le compte pénibilité au travail » destiné uniquement aux salariés régis par le droit privé. La pénibilité est limitée aux critères définis par le code du travail : « contraintes physiques marquées, environnement physique agressif, rythmes de travail susceptibles de laisser des traces durables identifiées et irréversibles sur sa santé ». Les trimestres de travail exposés à la pénibilité, selon la déclaration de l'employeur, valideront des points qui permettront de bénéficier de congés formation afin de changer de métier, de travailler à temps partiel payé à temps plein en fin de carrière, ou de bénéficier d'une majoration du nombre de trimestres cotisés. Les barèmes seront définis par décret. Des limites sont déjà apportées au dispositif : plafonnement du nombre de points, obligation d'utiliser des points pour la formation, possibilité pour l'entreprise de refuser le temps partiel prévu pour les travailleurs en fin de carrière... Bref, il y aura peu d'élus et ils bénéficieront de faibles compensations, au mieux une retraite anticipée d'un ou deux trimestres. Rien n'est prévu par le gouvernement pour ce qui devrait être primordial : lutter contre la pénibilité, imposer des changements dans l'organisation du travail, tout ce qui engendre souffrance morale et physique.

5. C'est une réforme en faveur des jeunes

FAUX Parmi les jeunes en formation professionnelle, seulEs les apprentiEs pourront valider les trimestres en stage. Les étudiants notamment sont exclus de cette disposition. La durée des études et des formations ne sera pas prise en compte. Le rachat des quelques années d'étude devrait toujours être possible à la fin des études et à des conditions fixées par décret. Elle serait selon les annonces gouvernementales possible jusqu'à 4 trimestres maximum, dans les 5 ou 10 ans suivant la fin de leurs études, et un peu moins prohibitives qu'actuellement... mais inatteignables pour la plupart des jeunes. Les générations successives seront de plus en plus pénalisées par les allongements des durées de cotisation.

6. Les fonctionnaires ne sont pas concernés

FAUX L'allongement de la durée de cotisation et l'augmentation des cotisations concernent aussi bien les fonctionnaires que le secteur privé. Le gouvernement n'a toutefois pas osé à cette étape aligner les régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF-GDF, etc.) sur le régime général, ni modifier le calcul des pensions des fonctionnaires (calculées sur les 6 derniers mois) en les alignant sur le régime général (prenant en compte les 25 meilleures années). Il espère ainsi éviter une mobilisation d'ensemble. À noter que les indemnités et primes diverses ne sont pas prises en compte pour le calcul des retraites des fonctionnaires, et que de ce fait le niveau respectif des pensions versées aux ancienEs salariéEs du public et du privé est proche.



7. Il n'y aura pas de gel des pensions

FAUX Depuis 1987, le montant des pensions n'évolue plus comme les salaires, mais est indexé sur l'indice officiel des prix. Une nouvelle mesure va aggraver la dégradation du niveau de vie des retraitéEs. La revalorisation annuelle des pensions au 1^{er} avril sera reportée au 1^{er} octobre, sauf pour les personnes titulaires du minimum vieillesse (« l'allocation de solidarité aux personnes âgées », prestation sans contrepartie de cotisation destinée aux personnes qui ont des revenus inférieurs à 787,26 euros net par mois). Ce gel des pensions pendant 18 mois permettra une « économie » de 0,6 milliard en 2014, de 2 milliards en 2020... une économie piquée dans la poche des retraités.

8. L'augmentation des cotisations est « équitable »

FAUX Les parts patronale et salariale des cotisations augmenteront dans les mêmes proportions : 0,14 % en 2014, puis 0,05 % les années suivantes, au total 0,30 % (à l'étape actuelle). L'augmentation de la part salariale diminue le pouvoir d'achat des salariéEs (54 euros par an pour un salarié au Smic en 2020). Les patrons n'auront eux rien à payer, car Jean-Marc Ayrault a annoncé une compensation intégrale de l'augmentation de la part des employeurs. Ce nouveau cadeau aux patrons sera payé par les actifEs et les retraitéEs.

9. Les mesures en faveur des femmes réduiront les inégalités

FAUX L'allongement de la durée de cotisation augmentera les inégalités de pension entre les hommes et les femmes, qui ont des carrières plus courtes, plus discontinues, tandis que les mesures annoncées sont minimales et très vagues.

Le salaire moyen des femmes est inférieur de 27 % celui des hommes, le montant des pensions de retraite est moindre de 42 %. Le projet de loi prévoit de « faciliter l'acquisition de trimestres pour les assurés à faible rémunération » et de « mieux compenser l'effet sur les pensions des interruptions de carrières liées aux jeunes enfants ». Les mesures effectives sont renvoyées à des décrets.

La seule mesure concrète porte sur la validation des trimestres de travail à temps partiel des salariéEs du privé pour qu'ils soient pris en compte dans le calcul de la pension. Pour cela, il faudra gagner durant un trimestre 150 fois l'équivalent du SMIC horaire au lieu de 200 fois. Les travailleurs qui n'ont pas d'autres choix que des contrats courts, bien souvent des femmes, pourront bénéficier de plus de trimestres validés, mais l'augmentation des retraites restera dans la majorité des cas très minime. C'est le reflet des bas salaires. Cette mesure peut inciter les employeurs à multiplier les contrats de travail très courts et donc à développer la précarité puisqu'aucune mesure n'est envisagée pour lutter contre elle.

Un nouveau pas dans la destruction de la « Sécu »

C'est donc un recul sur toute la ligne qui s'annonce pour l'ensemble des salariéEs. Les méfaits de cette réforme ne s'arrêtent pourtant pas là. Le gouvernement s'est en effet engagé auprès du Medef à compenser l'augmentation des cotisations patronales « retraites » par la baisse d'autres « charges »...

En d'autres termes la réforme ne coûtera pas un centime aux patrons. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014 prévoit une baisse de 0,15 point de la part patronale des cotisations familiales. La compensation serait réalisée notamment par l'augmentation de la TVA de 19,6 à 20 % (taux concernant la majorité des biens et services) et de 7 à 10 % (taux concernant les logements sociaux, les transports de voyageurs, la restauration...) dès le

1^{er} janvier. C'est le retour de la TVA « sociale » que voulait instaurer Sarkozy ! Ce n'est qu'une ébauche du projet gouvernemental, Ayrault a déclaré que la compensation porterait sur les cotisations de la branche famille et de la branche maladie de la Sécurité sociale.

Double peine

En un mot : ce qui sera payé en plus par les patrons pour financer les retraites sera payé en moins pour financer les allocations familiales dans un premier temps et l'assurance maladie ensuite.

C'est donc dans tous les cas la Sécu et les salariéEs qui trinquent, et qui devront payer par leurs impôts ce que les employeurs ne financent plus ! C'est donc la double peine : payer plus pour moins de prestations sociales (retraites ou famille).

De ce point de vue, la réforme des retraites complète les mesures déjà prises ou à venir du gouvernement contre la Sécurité sociale : la généralisation des « complémentaires santé » dans l'accord ANI (en remplacement de l'assurance maladie), et la réforme à venir du financement

de la Sécurité sociale. C'est un pas de plus vers une transformation radicale de la protection sociale voulue par l'Union européenne : passer d'un système unique (garantissant à tous des droits sociaux) à trois « piliers » : une couverture minimum (essentiellement financée par les impôts des salariéEs), une couverture « professionnelle » (assurance collective dans le cadre de l'entreprise, et donc liée à celle-ci), et une assurance individuelle facultative. Sous couvert de « sauver la Sécu », c'est donc sa liquidation qui

est ainsi programmée. La seule perspective pour les salariéEs, c'est donc bien le retrait dans sa totalité de ce projet qui n'est ni amendable ni négociable, l'abrogation des contre-réformes qui l'ont précédé depuis 1993, le financement par l'accroissement des cotisations sociales patronales des retraites par répartition, garantissant à chacunE au plus tard à 60 ans la prolongation de son meilleur salaire. Le site de la commission santé-sécu-social du NPA : <http://siteinfosecu-sante.free.fr>

SAINT-OUEN (93)

Grève victorieuse au lycée Marcel-Cachin

Ce jeudi 19 septembre, il n'y avait pas cours au lycée, les élèves le savaient. Leurs enseignants étaient majoritairement en grève en soutien à trois surveillantes, étudiantes étrangères, qui risquaient d'être licenciées pour une histoire de délai de renouvellement de leurs papiers.

Les élèves avaient fait tourner leur propre pétition, signée par centaines, et sont venus nombreux dès le matin, pour manifester leur soutien. Le proviseur s'était déplacé en personne, accompagné de vigiles, pour assurer l'ouverture du portail et s'assurer que le lycée allait fonctionner normalement. Manque de bol, la solidarité construite les jours précédents a été plus forte. Les quelques enseignants non-grévistes se sont retrouvés seuls car les élèves ont refusé d'aller en cours. Puis les agents d'entretien se sont joints aux grévistes. La police a fini par s'inviter, pour faire en sorte que la situation dégénère. Mais après de brèves altercations, les élèves ont compris qu'il ne fallait pas tomber dans le piège et ont donc rejoint l'AG improvisée devant le lycée.

Un succès total

Les élèves ont défendu leurs propres revendications, notamment sur l'emploi du temps qui leur a été imposé. Le mot d'ordre scandé: «on veut sauver nos surveillantes, on veut changer l'emploi du temps!» Il a été décidé de rejoindre la manifestation des lycées du 93. Une nouvelle AG suivie d'une éventuelle nouvelle journée de grève ont été appelées pour le début de la semaine suivante. Mais la mobilisation a porté ses fruits. Alors que le cortège venait de quitter le lycée, nous avons appris que les trois surveillantes auront des récépissés et leurs contrats reconduits. En à peine 3 heures, la direction a trouvé une solution à ce qu'elle disait être impossible. Une belle démonstration de la force de la mobilisation, et un bel exemple de solidarité, surtout en ces temps de montée des idées xénophobes.

Correspondante

LATELEC-TUNISIE

Patrons voyous bien français!

Les multinationales cherchent à opposer les salariés des différents pays les uns contre les autres afin de mieux les exploiter. La lutte menée par les syndicalistes de Latelec, la filiale tunisienne de l'entreprise française Latécoère, est à cet égard exemplaire. Il en va de même du mouvement de solidarité international qui s'est mis en place pour les soutenir. Déléguées syndicales de l'UGTT Latelec Fouchana, mandatée par la région UGTT de Ben Arous, Sonia Jebali et Monia Dridi viennent d'effectuer une tournée de solidarité en France.

Latelec s'est installée dans la région de Tunis en 2005. Elle a bénéficié d'une loi permettant aux entreprises étrangères de ne pas payer d'impôts pendant 10 ans. La production n'est pas destinée à la population locale et va essentiellement à deux gros clients Airbus et Dassault.

Face aux conditions de travail insupportables, un groupe d'ouvrières décide le 18 mars 2011 de monter un syndicat de base UGTT regroupant 420 ouvrières (sur 450 salariées). Avec la création du syndicat, des revendications pour un travail digne sont déposées sur le bureau

du patron; elles ne supportent plus les insultes, les menaces et le harcèlement sexuel de leurs supérieurs, les heures supplémentaires imposées et non payées, le non-respect de la durée légale des congés payés (déjà pas bien contraignante), les salaires trop bas (environ 120 euros par mois).

Menaces, pressions... et grève

Après toutes sortes de menaces, notamment de licenciement des déléguées syndicales, la direction, face à la détermination des ouvrières, finit par accepter une grille de classification prévoyant promotions et augmentations de salaires (le 21 mai 2012).

En représailles, la direction crée un syndicat jaune affilié à une nouvelle centrale syndicale, la CGTT, composée de maîtrise et cadres, et décide de ne plus négocier qu'avec celui-ci. Les déléguées syndicales UGTT ne désarment pas et décident, en septembre 2012, une journée de grève contre les pratiques de la direction. L'audace de ces travailleuses ne plaît pas du tout aux patrons qui leur répètent en permanence «vous êtes des femmes, vous ne comprenez pas bien...». Ceux-ci ne reculent devant rien: ils ferment les portes de l'entreprise sans explications ni préavis, et exigent devant l'inspection

du travail que les membres syndiqués soient renvoyés pour rouvrir l'entreprise. Dans ces conditions, l'ensemble des ouvrières refuse de rentrer dans l'entreprise par solidarité: c'est la grève illimitée! La direction invente une histoire de séquestration afin de pouvoir sanctionner les déléguées syndicales et dissoudre le syndicat, mais la ténacité des ouvrières oblige la direction à rouvrir les portes.

Solidarité internationale!

Mais les ouvrières se rendent compte alors que les matières premières ne sont plus là, et que la direction a décidé provisoirement de délocaliser la production en France... Les patrons refusent de renouveler les contrats temporaires de 200 ouvrières, mutent une partie des titulaires dans un autre établissement composé essentiellement de cadres, licencient sept titulaires pour refus de travail ainsi que les trois déléguées syndicales.

Le syndicat organise un rassemblement devant l'ambassade de France lors du Forum social de Tunis et continue de lutter. À l'initiative de militantes féministes et de syndicalistes, un comité de soutien s'est créé en France et a permis à deux déléguées UGTT, Sonia Jebali et Monia Dridi, de se rendre «sur la terre de Latécoère» pour rencontrer notamment des syndicalistes de Latécoère et Airbus ainsi que des militantes féministes. Car, évidemment, le transfert de la production en France n'est que provisoire. L'objectif de la direction est uniquement de détruire le syndicat tunisien.

Un coup, les délocalisations servent à réduire les dépenses salariales, un autre coup à détruire un syndicat et se débarrasser de toutes ces ouvrières qui ont lutté pour améliorer leurs conditions de travail et retrouver leur dignité! Pour les ouvrières de Tunisie comme de France, un combat commun s'impose contre ce système qui laisse les mains libres au patronat pour jouer avec la vie des travailleurs.

Correspondante

www.facebook.com/ComiteSoutien-SyndicalistesLatelecFouchana

Sonia Jebali et Monia Dridi. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB



Corbeil Essonne le 14 septembre. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

SANS-PAPIERS «La marche montre qu'il ne faut jamais perdre courage»

Entretien. Organisée par l'Union nationale des sans-papiers, la marche du Grand Paris était dimanche 29 septembre à Montreuil, trois semaines après être partie de Paris après un premier rassemblement devant le centre de rétention du Mesnil-Amélot. Nous avons posé quelques questions à Sissoko Anzoumane, porte-parole de la marche.

Après trois semaines de marche, où en êtes-vous?

Nous sommes désormais dans la deuxième boucle autour de Paris, celle de la proche banlieue, nous approchant de Paris après avoir parcouru la grande banlieue. On a trouvé un

toit pour dormir dans 21 villes. Dans deux villes de Seine-et-Marne, Claye-Souilly et Meaux, les marcheurs et les marcheuses ont dormi dehors, dans le froid, la pluie et le vent. Dans trois villes, c'est la préfecture qui a obligé les mairies à trouver



des solutions avec parfois des réquisitions. Cette marche démontre la détermination des camarades sans-papiers. Et c'est en soi une victoire. On a bravé le temps, le système et le manque de soutien des élus. La marche est désormais près de son arrivée à l'Élysée.

Quel a été l'écho reçu?

Les deux premiers jours ont été durs, ainsi que les trois jours autour de Versailles et des communes de droite alentour. Mais ailleurs nous avons été bien reçus, les sans-papiers sont très enthousiastes de ces échanges. Pour nous, c'est une très belle expérience. Cela renforce les liens et la solidarité et donne de la force pour la lutte. Non seulement, nous avons été généreusement fêtés mais beaucoup des camarades qui nous ont accueillis nous ont encouragés à poursuivre et dit que c'était un exemple

PSA POISSY

Au côté de ceux qui se battent

Depuis le 18 septembre, sept ouvriers de l'usine PSA de Poissy dans les Yvelines (5700 salariéEs) ont entamé une grève de la faim collective pour une durée indéterminée. Non à la régression sociale !

Tous syndiqués à Sud, ils dénoncent leurs conditions de travail, le harcèlement moral, les discriminations syndicales, des faits pour lesquels PSA Poissy a déjà été condamné par la cour d'appel de Versailles le 16 mai 2013. Un rassemblement de soutien a eu lieu samedi 28 septembre devant les tentes où les grévistes de la faim se sont installés, en plein centre de Poissy, devant le pôle tertiaire de PSA. Il a réuni une quarantaine de participants, pour la plupart militants politiques et syndicaux : des militants de Solidaires 78, quelques militants CGT de l'usine alors que

le syndicat CGT de l'usine est resté extérieur à l'initiative. Le PC était absent, alors que le PG a voulu donner une grande visibilité à sa participation, avec de très nombreuses affiches collées

sur le lieu du rassemblement. Le NPA était là avec des militants intervenant régulièrement sur l'usine. Ce soutien a été bien accueilli. Les discussions graves, mais riches et chaleureuses qui se sont engagées ont fait chaud au cœur des grévistes. Ceux-ci sont déterminés à voir aboutir leurs revendications.

Sortir de l'isolement

Cette action courageuse met en lumière le ras-le-bol qui

augmente à PSA-Poissy. Comme partout où les accords de « compétitivité » du Medef, sponsorisés par le gouvernement, visent à imposer par tous les moyens l'augmentation de la charge de travail et le recul des acquis sociaux... La passivité et l'accompagnement de ces attaques par les directions confédérales désorientent sur le terrain les équipes syndicales. Ce manque de réaction dramatique peut nourrir les sectarismes d'organisation et justifier en retour l'inaction. En définitive, les salariéEs sont livrés seuls au bon vouloir des patrons et des actionnaires. Pour défendre leur dignité, certainEs sont conduits à des actions isolées, sortant du cadre syndical habituel, qui interpellent tout le mouvement ouvrier. Le NPA n'a qu'une politique : quand des salariéEs entrent en lutte contre les

patrons, le NPA défend le camp des salariéEs, quelles que soient les limites de leur mode d'action. Si les actions déterminées mais isolées ne feront pas plier PSA, il ne faut pas laisser seuls les grévistes de la faim. La DRH accompagnée de vigiles a tenté de faire enlever les banderoles et drapeaux, avec présence d'huissiers. Des pressions sont exercées pour tenter d'hospitaliser d'office un des grévistes, diabétique, qui a fait des malaises. La convergence des luttes s'impose comme une évidence. Alors, pour en finir avec les divisions et les sectarismes et mettre en échec le plan anti-social de Varin, il faut tout faire pour que la grève du 3 octobre, jour de mobilisation dans tout le groupe PSA à l'initiative de la CGT, soit la plus unitaire et massive possible. Plus que jamais, « tous ensemble ! »

Correspondants



DR

AUTOROUTES

Pour la sécurité et l'emploi

À l'appel de Sud Autoroutes et de la CGT APRR, une grève illimitée débutait lundi 23 septembre avec un rassemblement massif aux portières du site central à Dijon. Les salariéEs dénonçaient les baisses d'effectifs, faites au prétexte de nouvelles technologies, au dépens des conditions de sécurité.

En 2006, il y avait 3 500 salariéEs. Après que Eiffage eut repris le réseau APRR, il y a eu 1 000 suppressions de postes. Aujourd'hui, c'est la sécurité sur les voies et celle des salariéEs qui est en cause. Les tronçons du réseau sont classés en deux niveaux, NEX1 et NEX2. Sur ces derniers, la géolocalisation des véhicules et les caméras sur tout le réseau permettraient de « renforcer la sécurité des clients » selon un communiqué de la direction, mais en supprimant des patrouilleurs. En fait, c'est 50% de l'effectif sur ces tronçons qui devraient disparaître. Selon les ratios actuels, le délai d'intervention sur un accident ou une panne est actuellement de moins de 20 minutes. Il risque de passer à 45 minutes. C'est la sécurité des usagers et celle des intervenants chargés d'opérer en agent seul qui sont remises en cause !

Le mouvement continue

Pour la direction, « la préparation des élections professionnelles » est le seul motif de l'action. Une centaine de travailleurs rassemblés devant les portes du siège dijonnais se sont chargés de lui répondre et la grève a été reconduite deux jours consécutifs. Mais l'éloignement des sites, notamment entre Fontainebleau, Clermont-Ferrand et Dijon, ont rendu difficile de maintenir des AG et des piquets représentatifs. Le mouvement continue en s'appuyant sur le respect strict des consignes de sécurité. L'action peut rebondir à tout moment.

Correspondant

SCHNEIDER ELECTRIC (76) Trois salariéEs sur quatre à la porte !

Ex-Alstom, ex-Areva, le site de Petit-Quevilly dans la banlieue rouennaise a connu 4 propriétaires en 8 ans, des promesses, des peurs... Et en 2012, lors du rachat par Schneider Electric, les craintes ont à juste titre redoublé.

Ce groupe possède des usines autour de Metz, fabriquant les mêmes produits que l'usine normande. À elles deux, elles fournissent 80% des transformateurs industriels en France. Des promesses de millions d'euros d'investissements faites, et des centaines de milliers d'euros d'études engagés sur des projets industriels abandonnés. Très vite, le but du rachat est apparu : privilégier la production et les commandes à Metz au

détriment de Petit-Quevilly. Avec une telle politique, très rapidement le site a été déclaré « perdant de l'argent... De trop... Il fallait faire quelque chose... »

Un choc pour les employés

Judi 26 septembre, lors d'un comité d'entreprise, la direction a annoncé la suppression de 231 postes sur les 311 du site. Il ne devrait rester que 80 personnes dans un site construit pour en employer 450 à 600. Trois salariéEs sur

quatre à la porte ! Spontanément la production a cessé. Accueilli par des mots doux dans les ateliers, le directeur a prudemment renvoyé les salariéEs chez eux. Pourtant silencieux lors des différentes ventes du site, le maire PS de la commune, président de la CREA, est venu soutenir les salariéEs lors d'une AG. Il a en vain tenté d'être reçu par la direction. Dans un tract, la CGT déclare « Assez de blabla... Place à la colère ! » Vendredi, l'ambiance était combative.

S'appuyant sur les soutiens reçus, le début de semaine doit être propice à la construction d'une mobilisation d'ampleur contre ce projet. Après l'annonce de la

fermeture de Petroplus, ce plan porte un nouveau coup à l'emploi industriel sur la Rive gauche de l'agglomération rouennaise.

Correspondant



DR

pour eux. La marche leur montre qu'il ne faut jamais perdre courage. Même quand les temps sont durs, à cause surtout d'un gouvernement qui, au lieu d'être l'ami espéré, se révèle jour après jour l'ennemi des travailleurs et des militants de gauche.

Comment cela se traduit-il ?

En 2005, le mouvement autonome des sans-papiers se battait au côté des associations, organisations politiques et syndicats contre la conception de l'immigration choisie, l'immigration jetable. Arrivées au pouvoir, certaines de ces forces pratiquent aujourd'hui cette immigration choisie. En 2008, ce sont les luttes contre la droite au gouvernement qui ont obtenu des régularisations sur la base des 8 ans de présence.

Sans lien avec le travail, la famille ou autre. Sans critère quoi. Aujourd'hui, la gauche au pouvoir a supprimé ce qu'avaient gagné les sans-papiers. C'est la raison pour laquelle on dénonce la politique de Valls, pour laquelle la CSP75 demande sa démission, parce qu'il n'y a jamais eu un ministre de l'Intérieur aussi dur. L'Afrique a des liens avec la France depuis des siècles. Ce ne sont pas ceux que j'appelle des « petits nouveaux » comme Valls ou Copé qui vont nous empêcher de développer ces liens.

Comment va se faire l'entrée dans la capitale ?

L'arrivée de la marche va se faire ce samedi à l'Élysée afin d'obtenir une rencontre avec le Président ou un conseiller

sur les méfaits de la circulaire Valls et de la politique du gouvernement socialiste. Pour nous, l'objectif est de demander au Président de rétablir les acquis obtenus sous la droite et la régularisation des 8 ans. Outre les collectifs de la région parisienne, des collectifs d'autres villes seront présents pour l'arrivée de la marche à l'Élysée samedi 5 octobre. On appelle tout le monde à nous rejoindre.

Propos recueillis par Denis Godard

Samedi 5 octobre, arrivée de la marche à Paris. Rendez-vous au départ de la marche à 9h à la mairie de Nanterre ou à 14h Porte Maillot.

Courrier

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre d'une de nos lectrices. Vous aussi, n'hésitez pas à nous écrire par courrier ou à redaction@npa2009.org

Vendredi 27 septembre. 7h15 ce matin, à Roubaix. Le bus s'approche du collègue, longe le camp de Roms qui y est attendant. Des dizaines de cars de CRS, des voitures de police, des policiers armés, des journalistes avec caméras. Visiblement, c'est aujourd'hui qu'a lieu l'expulsion annoncée depuis des mois. 7h30, en salle des professeurs, N., la professeure de français langue étrangère qui enseigne exclusivement à ces enfants depuis trois ans,

fond en larmes. Trois ans qu'elle leur apprend le français, qu'elle se rend sur le camp. Il y a eu les goûters organisés avec les parents, les colères de N., prof exigeante avec ses élèves, ses gestes de tendresse souvent aussi. C'est la consternation. On a tous quelques élèves Roms dans nos classes. On manquait d'au moins un demi-poste de français langue étrangère au collègue, les élèves ne bénéficiaient pas du quota horaire auquel ils avaient droit. Ce matin, en faisant l'appel, il va falloir les noter absents. Hier déjà,

ils sont venus rendre leurs manuels au CDI. S. rentre en Roumanie, elle a 15 ans. Fini l'école, elle va se marier. Et que va devenir C., qui envisageait un CAP mécanique ? Certains ont déjà été expulsés en Roumanie, d'autres vont sans doute l'être dans les jours à venir. Il y en a qui ont déjà détruit leurs caravanes hier soir, pour que la police ne le fasse pas sous les yeux de leurs enfants. Cet après-midi, D. a appelé sa professeure. Avec sa famille, qui comprend 7 personnes, ils s'étaient réfugiés dans un

parc cet après-midi, sous une tente. La police les y a trouvés, leur a arraché la tente. Ils vont dormir dehors ce soir. M. Valls, vous avez certainement marqué un point aujourd'hui. En brisant des espoirs d'enfants, des espoirs d'avenir. Nos élèves avaient vocation à construire leur vie en France, ils y œuvraient courageusement chaque jour. Nous, enseignants, avions vocation à les aider à construire cet avenir. Vous avez tout cassé. J.P. (enseignante en collègue à Roubaix)



Les comités en action!

Alençon (61) : répression contre la campagne BDS!

Le tribunal d'Alençon a déclaré les sept militantEs du collectif BDS coupables. Le tribunal a dû admettre qu'il était impossible de condamner les sept militantEs pour « incitation à la discrimination à raison de l'appartenance à une nation » du fait que la procédure relative à la loi sur la liberté de la presse n'avait pas été respectée. Cependant, en bon serviteur des intérêts économiques de l'État d'Israël, sous la pression politique de la circulaire Alliot-Marie maintenue en place par Taubira, le tribunal s'est acharné à trouver un motif de condamnation au titre du « délit d'entrave à l'exercice normal d'une activité économique » pour avoir appelé au boycott des produits en provenance d'Israël! Les sept militantEs sont donc condamnés à 500 euros d'amende chacun avec sursis, 1 euro de dommages-intérêts et solidairement 500 euros en dédommagement des frais de chacune des quatre parties civiles. Le tribunal a jugé qu'il n'y avait pas lieu à ordonner la publication d'un tel jugement dans la presse nationale et locale « dans un souci de prévenir tout nouveau trouble à l'ordre public et à la cohésion nationale »... Rien que ça! Les appels au boycott relèveraient donc du « trouble à l'ordre public »!

Bien évidemment les sept militantEs ont fait appel d'une telle décision qui criminalise les actions de boycott alors que celles-ci ne font que défendre la simple application du droit international. Ils ont également décidé de contacter les autres prévenus sur les autres villes de France afin d'organiser une action nationale visant au retrait par Taubira et Hollande de cette circulaire Alliot-Marie qui représente un soutien politique direct par l'État français des actes colonialistes de l'État d'Israël.

Paris XIX^e : nos dents ne sont pas une marchandise!

Une centaine de personnes se sont rassemblées jeudi 26 septembre à l'appel du Collectif pour la défense du centre de santé dentaire Archereau (CGT, Sud, FdG, NPA). La direction de la CPAM a décidé que ce centre fermerait le 1^{er} novembre car il n'est pas assez « rentable »... Non seulement la fermeture aura des conséquences directes sur la santé des habitants (nécessité d'aller se soigner dans les autres centres, distants et surchargés, ou dans le privé, pour beaucoup plus cher), mais également sur les conditions de travail du personnel : la fermeture est prétexte à une réorganisation du planning des salariés des autres centres, avec des pertes de RTT allant jusqu'à 17 jours! Ceux-ci se sont d'ailleurs mis en grève massivement le mardi 24 septembre, et plusieurs d'entre eux, assistantes dentaires et dentistes, étaient présents et ont pris la parole au rassemblement. Plusieurs soutiens ont pris la parole : Annick Coupé pour Solidaires, Ian Brossat du PCF, Danièle Simonnet du PG et notre camarade Olivier Besancenot pour le NPA. Ce dernier a été très applaudi quand il a appelé à la nécessaire convergence des luttes dans la santé en région parisienne (Hôtel-Dieu, Lilas, Bluets...). Il a également rappelé un fait important : quand les appétits électoraux de certains se réveillent, c'est peut-être le moment de s'en servir pour arracher quelque chose. Ne nous privons pas de mettre en évidence les contradictions de ceux qui briguent nos suffrages, notamment la majorité municipale et ses alliés, qui plafonnent les dépenses de santé au niveau national et prétendent soutenir les luttes au niveau local.

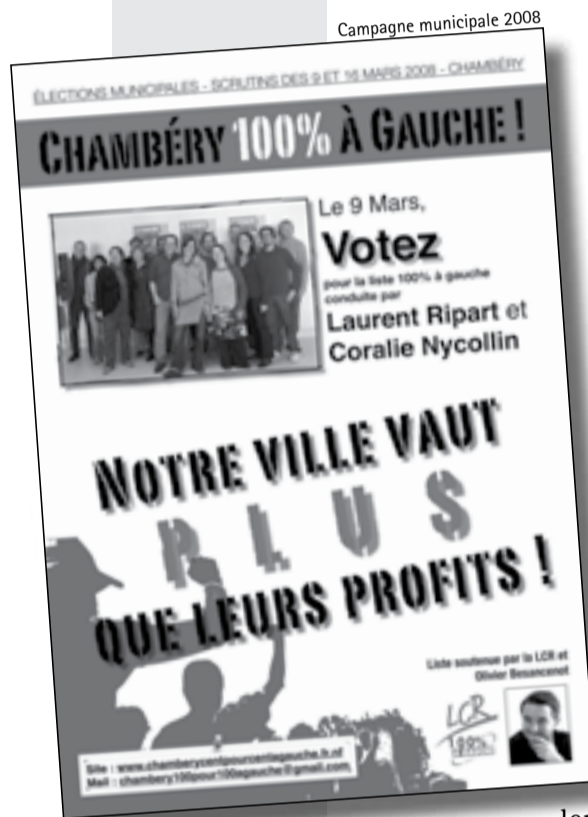
Louviers (27) : le NPA fait la foire

À la Saint-Michel, impossible de ne pas passer devant le stand du NPA, aussi traditionnel que cette fête qui draine 50 000 personnes. Nous étions présents avec un tract percutant qui commence ainsi : « en avril 2012, Philippe Poutou et Olivier Besancenot appelaient à virer Sarkozy sans faire confiance à Hollande. La suite nous a bien donné raison »... Au verso, l'annonce de notre présence aux municipales, derrière Philippe Thouément, directeur d'école, notre conseiller municipal, autour de l'axe :

Chroniques municipales

Chambéry : l'opposition de gauche se construit

Disposant d'un élu au conseil municipal de Chambéry, le NPA a fait la démonstration que face à une municipalité socialiste, il n'y a d'autre attitude cohérente que de construire une opposition frontale.



Campagne municipale 2008

Combinant dénonciation argumentée au conseil municipal et construction de fronts contre les politiques menées, nous avons obtenu un grand écho et de réelles avancées, en contraignant par exemple la municipalité à retirer à Vinci la gestion des parcmètres. Pour avoir choisi d'entrer dans la majorité, EELV (5 élus) et le PCF (4 élus) ont fait la démonstration inverse : contraints d'être solidaires du PS, leurs élus se sont déconsidérés en votant tout et n'importe quoi, sans jamais pouvoir infléchir les politiques menées. Pour les élections municipales de

2014, le NPA et les Alternatifs — qui à Chambéry ne sont pas entrés dans le Front de gauche — ont souhaité élargir cette démarche, en proposant dès octobre 2012 aux organisations de la gauche radicale présentes sur la ville de construire une liste d'opposition de gauche à la municipalité PS. En février 2013, le Front de gauche a répondu favorablement, annonçant publiquement qu'il s'opposerait au budget municipal du PS et passerait donc dans l'opposition.

Rassembler la gauche de combat

C'était sans compter sur les élus municipaux du PCF qui ont voté une nouvelle fois le budget socialiste, en expliquant que « la position du Front de gauche n'engage pas les élus du Front de gauche »... Si le PG, qui ne dispose d'aucun élu, a dénoncé la position des élus communistes, la direction du PCF a fait marche arrière, annonçant qu'elle ne s'engagerait pas dans une démarche d'opposition à la municipalité et qu'elle ne participerait pas à une liste sur laquelle figurerait l'actuel élu du NPA. Tandis que ce retournement du PCF faisait exploser le Front de gauche,

le NPA et les Alternatifs ont entamé des premières discussions avec le PG, que la FASE et Convergences et Alternatives ont rapidement rejointes. De fortes convergences ont été mises en évidence, tant sur une stratégie d'indépendance totale envers les partis du gouvernement, au premier comme au second tour, que sur un programme anticapitaliste et écosocialiste (gratuité et développement des transports en commun, audit citoyen et non-paiement de la dette illégitime, suppression des délégations de services publics, etc.). Un manifeste est en cours de rédaction pour proposer à toutes et à tous de s'engager dans la construction dans l'agglomération chambérienne de listes de rassemblement de la gauche de combat, totalement indépendantes des partis du gouvernement. Largement soutenue par le milieu militant local, notre démarche dépasse le cadre municipal : l'enjeu est de s'adresser à la population pour lui proposer de construire une opposition de gauche à ce gouvernement, qui soit à la hauteur des attaques que subit actuellement le monde du travail.

Laurent Ripart

« Face à la droite dure et à la gauche molle, depuis 12 ans, nos éluEs vous défendent! » Dans nombre de réactions désabusées ou excédées, s'exprimait la colère contre ce gouvernement et le rejet des partis dont le FN fait son miel. Dans ce climat peu favorable, nous avons recueilli 250 euros pour la campagne financière en neuf dons (cinq petites sommes en liquide), dont la conseillère générale PS, et bien plus de promesses. Le défilé, c'est la question : « trouves-tu que le NPA est un parti utile ? » Neuf personnes ont aussi donné leur accord pour être sur notre liste. À noter que nous avons repoussé le FN des parages de notre stand avec un slogan qui manifestement les embête : « la Front national, un parti qui veut casser le code du travail »!

Grésivaudan (Isère) :

caravane contre l'austérité

Prévue initialement fin juin, la caravane contre l'austérité s'est déroulée le samedi 28 septembre. À l'initiative du collectif contre l'austérité du Grésivaudan (38) regroupant le PG, le PCF, Attac, l'UL CGT ainsi que le comité local du NPA, une quinzaine de voitures, décorées d'affiches et de banderoles dénonçant l'austérité et la réforme des retraites, a sillonné la vallée entre Domène et Pontcharra : une bonne cinquantaine de kilomètres d'une rive à l'autre de l'Isère. Peu de population rencontrée mais de la sympathie aux fenêtres des cités, sur les trottoirs et dans les véhicules croisés. Le comité continuera son action par la diffusion de tracts sur les marchés locaux.

LE N°47 DE L'Anticapitaliste LA REVUE EST DISPONIBLE



Vous trouverez dans ce numéro :

- Un dossier sur la Révolution égyptienne,
 - L'épopée des LIP,
 - La contre-réforme des retraites,
 - CatalHöyük, ville de l'égalité
- et bien d'autres sujets encore...

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.

FAITES VIVRE L'ANTI-CAPITALISME

CAMPAGNE FINANCIÈRE 2013

Association de Financement « NPA association »
2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil
Agrément de la CNCCFP 05 avril 2009 - Dons destinés au NPA.

CONTRE L'AUSTÉRITÉ

1 MILLION D'€

POUR

LE NPA

www.npa2009.org/souscription

Essai

La Commune n'est pas morte, d'Éric Fournier

Libertalia, 2013, 13 euros

Avec sa couverture de Tardi et son titre qui résonne comme un mot d'ordre contre les reniements, cet ouvrage bénéficie d'un sérieux atout. Mais est-ce aussi emballant que la Commune elle-même, ses débats, ses clubs et ses barricades ?

majeur, jusqu'au débat les plus contemporains. Une remarque : l'exposé nous semble passer trop rapidement sur les liens entre la mémoire de la Commune et celle de la Révolution française. De la même façon, le mouvement de bascule après la Seconde Guerre mondiale mériterait d'être plus détaillé, notamment les liens qui se tissent à travers la grève générale d'août 1944 pour la libération de Paris.

Les faits et les mythes

Mais loin d'être une simple description des imaginaires politiques liés à la Commune, l'auteur soulève deux pistes de réflexions qu'il est important de souligner. La première s'attache à la question de « l'histoire contrefactuelle », une histoire avec des « si » particulièrement

prégnante concernant la Commune : et si la Commune avait attaqué Versailles ? Et si les Communards s'étaient emparés de la Banque de France ? Avec raison à notre avis, l'auteur souligne combien cette approche tend à simplifier les événements et à masquer ou minimiser les complexités propres à un processus révolutionnaire populaire et démocratique.

Évoquant rapidement les débats entre la Commune et Octobre 1917, Fournier effleure la controverse liée à la question du parti. Il y a là une élaboration à poursuivre et à approfondir, liée elle-même à la seconde piste de réflexion soulevée par l'auteur, sur laquelle il revient en conclusion. Celle-ci a trait à l'appropriation des événements dans une visée politique. Il souligne à juste

titre que le travail de l'histoire permet de saisir la singularité des événements du passé. Mais que ceux-ci ne nous livrent aucune clef quant aux défis qui sont les nôtres. Nous devons nous méfier des « mythes mobilisateurs » dont les simplifications sont susceptibles de créer plus de problèmes que d'en résoudre. Et risque de rendre les militantEs peu réceptifs aux défis d'aujourd'hui, trop attachés à les lire au prisme de la Commune, d'Octobre 17 ou du Front populaire : « Il suffit, peut-être, de saisir ce simple fait : ces hommes et ces femmes se sont dressés contre ce qui leur était inacceptable ; se sont organisés eux-mêmes, souverainement, au sens le plus fort de ce terme. Ils ont mené leur lutte, à nous de mener les nôtres. »

Henri Clément

Exposition

Hieronymus Cock, la gravure à la Renaissance

Jusqu'au 15 décembre 2013 à l'Institut néerlandais (121 rue de Lille à Paris)

Après avoir été présentée à Louvain en Belgique, cette exposition consacrée à Hieronymus Cock

(1518-1570), célèbre artiste-éditeur de gravures, est arrivée à Paris. L'activité de la gravure, qui venait de prendre en Europe une importance considérable, était alors concentrée, en majorité, dans des mains non italiennes. Arrivé probablement de Rome où triomphait Antoine Lafrery, Cock avait fondé en 1548 à Anvers sa maison d'édition « Aux quatre vents », peu après le départ d'un autre graveur-marchand, Cornelis Bos. Éditeur d'artistes italiens (Raphaël, Bronzino) et nordiques (Pierre Bruegel, Frans Floris), ainsi que de cartes géographiques et d'images de ruines romaines, Cock eut pour collaborateur le célèbre Philippe Galle à ses débuts. De fait, cette exposition nous dresse un panorama exceptionnellement large de l'art du temps.

Hervé Grandsart



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



Le travail d'Éric Fournier se révèle en tout point passionnant et une source de réflexions stimulantes. On entre dans le bouquin à pas mesurés, et on le dévore en quelques heures. L'auteur s'attache avant tout à détailler les différentes mémoires des événements. D'abord la mémoire immédiate des Versaillais, qui s'efforce de repousser le spectre du soulèvement populaire, puis les mémoires des communards eux-mêmes et sa transmission et son évolution dans le cadre des luttes internes du mouvement ouvrier, dont la montée au Mur des fédérés constitue un moment

Cinéma

Ma vie avec Liberace

DE STEVEN SODERBERGH

Avec Michael Douglas, Matt Damon et Dan Aykroyd
Sorti le mercredi 18 septembre



Les films biographiques envahissent nos écrans. Ainsi vous avez le choix ces prochains jours entre Diana ou le pilote Nicky Lauda... Le film sur Liberace vaut lui le détour. Dans les années 70,

il fut une immense vedette aux USA et ne fut connu en France que par quelques dessins animés parodiques et hilarants de Bugs Bunny. Il mourut du sida en 1984. Ce pianiste virtuose se donnait en spectacle dans des décors kitchissimes, des costumes brodés, etc. À cette époque, une grande vedette populaire ne pouvait pas assumer son homosexualité. Ce tabou paraît invraisemblable aujourd'hui, vu le style de Lee (comme il aimait se faire appeler)... Le film est donc l'histoire de la relation amoureuse de Lee, déjà vieillissant, avec un jeune homme qui sera son amant, son secrétaire, son chauffeur. Il donne à Michael Douglas l'occasion d'une création extraordinaire, reconstituant toute une époque à travers son vieillissement, son rajeunissement, son agonie. Un tour de force.

Paul Louis Thirard

Blue Jasmine

DE WOODY ALLEN

Avec Alec Baldwin, Cate Blanchett et Sally Hawkins
Sorti le mercredi 25 septembre



Bien des fervents de Woody première manière s'étaient sentis déçus, voire frustrés, par ses productions récentes. On y trouvait certes ça et là des choses plaisantes, mais on redoutait une accoutumance aux voyages touristiques : Barcelone, Paris, Rome... Jasmine nous surprend totalement. C'est un drame qui se déroule aux USA et qui décrit sans complaisance la déchéance d'une femme, richement mariée, qui se retrouve sans un rond, le mari, escroc, s'étant fait prendre (comment ? c'est un ressort du film). Fauchée et dépressive, Jasmine se réfugie chez sa sœur Ginger, où ses habitudes snobs déclenchent des catastrophes. Ce serait beaucoup exagérer que de dire que Woody Allen découvre la lutte des classes... Pourtant on dirait bien que ce qui l'inspire ici, plus que la peinture de la peu sympathique Jasmine, c'est la description sociologique de deux milieux : les riches et les pauvres. L'image finale de cette femme ruinée et seule, qui parle toute seule sur un banc public, serait-elle une condamnation morale ?

Paul Louis Thirard

Cinéma

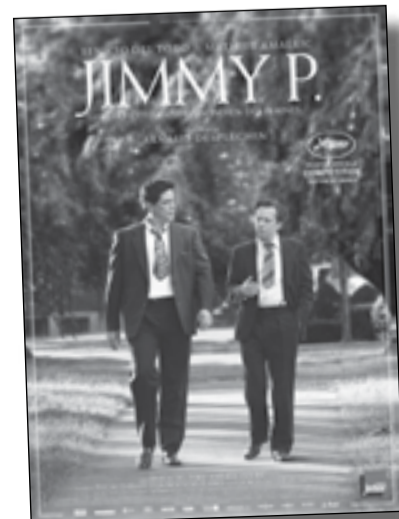
Jimmy P. (psychothérapie d'un Indien des plaines) de Arnaud Desplechin

Avec Benicio Del Toro, Mathieu Amalric et Gina McKee.
Sorti le mercredi 11 septembre

Un Indien Blackfoot qui a adopté un nom anglo-saxon, Jimmy Picard. Un juif hongrois qui a adopté un nom français, Georges Devereux. Un Indien mal adapté dans sa communauté et un blanc psychanalyste rejeté par ses pairs européens, tous deux victimes d'un génocide. La guerre a peut-être rendu le Blackfoot plus malade que l'Européen. En tout cas, vous n'en serez pas persuadé en sortant de la salle de cinéma... Pour une fois, Arnaud Desplechin ne nous livre pas un film superficiel mais un vrai film d'analyse. Pour cela, il aura dû tourner aux USA avec un Benicio Del Toro exceptionnel. Jimmy Picard

est donc un Indien Blackfoot ayant combattu en France. Il est admis à l'hôpital militaire de Topeka, au Kansas, un établissement spécialisé dans les maladies du cerveau. Il souffre de nombreux troubles : vertiges, cécité temporaire, perte d'audition... En l'absence de causes physiologiques, le diagnostic qui s'impose est la schizophrénie. La direction de l'hôpital décide toutefois de prendre l'avis de l'ethnologue et psychanalyste français en formation, spécialiste des cultures amérindiennes, Georges Devereux. Jimmy P. (psychothérapie d'un Indien des plaines) relate la rencontre entre ces deux êtres solitaires qui n'auraient jamais dû se rencontrer, et qui n'ont apparemment rien en commun. L'exploration des souvenirs et des rêves de Jimmy est une expérience qu'ils mènent ensemble, avec une complicité grandissante, à la manière d'un couple d'enquêteurs. Pour les Indiens, les rêves éclairent l'avenir, tandis que pour les « freudiens » ils permettent d'appréhender le passé. La rencontre sera fructueuse, Jimmy sera guéri de son traumatisme psychique et pourra renouer avec son passé, tandis que Georges devra, la mort dans l'âme, laisser rentrer en France sa maîtresse et se reconstruire à son tour. Tiré du livre de Devereux *Celui que tout le monde remarque*, ce film est à ne pas rater.

Sylvain Chardon





L'Anticapitaliste | Libre expression

« Une guerre de classes avec des formes de violence multifformes, visibles et invisibles »

Entretien. Sociologues, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont fait de la grande bourgeoisie le centre de gravité de leurs travaux. Avec ce nouveau livre la Violence des riches¹, les auteurs s'attachent à montrer la violence quotidienne de la domination bourgeoise. Cette violence, qui s'accompagne souvent de sourires et de politesse, vise à ce que les dominés restent « à leur place », que ce soit dans l'entreprise, dans la ville ou à l'école. L'ouvrage décrit les multiples instruments destinés à persuader « ceux d'en bas » que « ceux d'en haut » méritent d'être là où ils sont car ils sont les plus intelligents, les plus cultivés, voire les plus beaux. Il montre les connivences et les points d'accord fondamentaux entre la droite et les dirigeants d'un Parti socialiste gagné au libéralisme.



DR

Pourquoi ce titre la Violence des riches? Quels en sont les différents aspects?

Nous avons voulu faire la synthèse des différentes formes de violence qu'exercent les familles les plus riches de notre pays. La violence, ce n'est pas seulement les agressions physiques mais tous les moyens utilisés pour maintenir les uns dans le besoin et l'incertitude, les autres dans la richesse. D'abord la violence économique, avec la mise au chômage pour des raisons de spéculation financière de millions de personnes. Ensuite, la violence politique, idéologique, qui manipule la pensée. Elle s'accompagne de l'utilisation d'une langue de bois particulièrement perverse qui travestit la réalité: on peut parler d'escroquerie linguistique quand on parle par exemple de « partenaires sociaux ». Des chiffres sont assésés en permanence comme justification des politiques sans que les Français aient les moyens de juger de leur pertinence. Il y a la violence de l'espace: les classes populaires et les classes moyennes inférieures sont reléguées à la périphérie des villes. On n'est plus dans une lutte des classes au grand jour comme avant; on est passé à une guerre de classes avec des formes de violence multifformes, visibles et invisibles. Les salariés ordinaires sont présentés comme une charge pour leur employeur, des bénéficiaires d'avantages nuisibles pour la compétitivité. Les chômeurs, eux, sont des parasites, des paresseux, des fraudeurs. L'immigré est érigé en bouc émissaire. Cela conduit à des formes de tétanisation des classes populaires, une perte de repère, voire une incapacité à penser le changement.

La bourgeoisie reste une classe mobilisée?
Oui, nettement. Alors qu'il y a une forme de dislocation des classes populaires. Il faut noter à cet égard l'impact des politiques de la ville mises en place par les socialistes vers 1983-1984. Elle n'a pas rempli ses objectifs affirmés mais on a abouti à une forme de territorialisation de la classe ouvrière qui vit maintenant pour une large part dans des périphéries souvent désignées par des expressions dévalorisantes ou des sigles incompréhensibles réservés aux quartiers pauvres, alors que les quartiers bourgeois conservent des dénominations traditionnelles ou bien gagnent des désignations du type « triangle d'or ». Cela s'inscrit dans le mouvement qui vise, de la part de la bourgeoisie, à faire perdre à l'ennemi de classe son identité sociale. La trahison des valeurs de la gauche par le PS joue aussi son rôle dans le désarroi populaire.

La violence, ce n'est pas seulement physique mais tous les moyens utilisés pour maintenir les uns dans le besoin et l'incertitude, les autres dans la richesse

On peut aussi penser que des formes de violence plus traditionnelles sont en réserve, comme quand Manuel Valls dénonçait par avance les ouvriers de Goodyear?
C'est certain. La classe ouvrière est un « ennemi de l'intérieur » et des formes de violence plus ouvertes peuvent être utilisées ou sont envisagées. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement s'est opposé à la loi d'amnistie sociale. La police se dote d'équipements

modernisés, de drones... Le gouvernement Villepin a ressuscité des textes datant de la guerre d'Algérie. Mais ils préfèrent utiliser la violence économique et idéologique, c'est efficace: un salarié qui a des échéances à payer pour ses crédits hésitera plus à faire grève. Certes, la violence traditionnelle reste en réserve.

Pour désigner le Parti socialiste, vous utilisez dans votre livre l'expression « deuxième droite ». Pourtant, comme vous l'écrivez, à Neuilly-sur-Seine, on choisit massivement la droite traditionnelle?

Nous connaissons pas mal de grands bourgeois qui ont voté Hollande. Sur le fond, nous pensons que l'oligarchie a besoin de l'alternance pour donner l'apparence du changement. Et puis Hollande fait passer des mesures que Sarkozy aurait eu des difficultés à prendre. Nous faisons référence dans notre livre aux réseaux de Hollande dans la finance (son trésorier de campagne en 2012, Jean-Jacques Augier, est dans le même temps actionnaire de deux sociétés domiciliées dans un paradis fiscal) et à cet ouvrage auquel il a participé en 1985, *La gauche bouge*, qui assumait complètement le tournant libéral du PS en 1983 et voulait l'accentuer.

Le Front national est-il considéré par la bourgeoisie ou certains de ses secteurs comme une alternative possible?

Oui... mais une alternative électorale pour le peuple. La bourgeoisie pour le moment ne veut pas du Front national au pouvoir. Par contre, elle préfère un FN à 25% plutôt que le Front de gauche, le NPA, LO, si possible ensemble, à ce niveau-là. Ce serait plus dangereux pour elle,

surtout que l'on ne peut pas imaginer que ces partis atteignent de tels scores sans mouvements sociaux. Le PS lui aussi utilise le Front national. Le principal parti qu'apprécie la bourgeoisie, toujours pour le peuple, c'est celui des abstentionnistes. L'abstention, on le sait, touche avant tout les milieux populaires. Il existe des textes complètement élaborés qui permettraient de la réduire, de décompter les votes blancs: ces projets de loi restent aux oubliettes.

L'oligarchie a besoin de l'alternance pour donner l'apparence du changement

Certaines analyses mettent l'accent sur les différences entre bourgeoisie financière et industrielle. Qu'en pensez-vous?

En fait, ce que nous constatons surtout c'est que l'interpénétration entre finance et industrie augmente de jour en jour. Le monde industriel est financiarisé. Il y a le lien avec les actionnaires ou avec les banques. Certains groupes industriels possèdent des banques. Des PME peuvent être dépendantes du crédit bancaire. En-dehors des entreprises solidaires, c'est à peu près le même univers. Il faut aussi noter le lien entre la finance, la haute administration, et le monde politique. Un exemple: la façon dont, en juillet dernier, la commission de contrôle de la Caisse des dépôts, présidée par le socialiste Henri Emmanuelli, a avalisé un décret (préparé dans les services de Pierre Moscovici) transférant 30 milliards d'euros de fonds des caisses d'épargne vers les banques.
Propos recueillis par Henri Wilno
1. Zones, la Découverte, 17 euros

Vu ailleurs



Qu'est-ce qu'un Rom? Quel est son mode de vie? Comment le reconnaître?

A-t-il une morphologie particulière? Une exposition « Le Rom et la France » pourrait être organisée le 23 mars 2014, sous le haut patronage de plusieurs personnalités politiques spécialistes du sujet: Marine Le Pen bien sûr, mais aussi Manuel Valls, Nathalie Kosciusko-Morizet, Anne Hidalgo, Rachida Dati ou Michel Destot. [...] Le Rom fait vivre « un véritable enfer » aux Français. Le Rom menace la France de « guerre civile » (Marine Le Pen) [...] Si les Roms « ne sont pas tous des voleurs » (Marine Le Pen), les bons Roms ne sont qu'une « minorité » et il « est illusoire de penser qu'on règlera le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion » (Manuel Valls) [...] Parce que finalement, « Hitler n'en a pas peut-être pas tué assez... » (Gilles Bourdouleix, maire de Cholet et député ex-UDI). Voilà ce qu'est un Rom si l'on met bout à bout l'ensemble des déclarations de politiques ces dernières semaines. Un concours est lancé pour actualiser l'affiche de la dernière exposition de ce type, organisée à Paris en 1941.

Extraits de Ivan du Roy, « Le Rom et la France », Bastamag, vendredi 27 septembre 2013.



S'abonner

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

Date :
Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- | | | |
|-----------------|---|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 6 mois
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|---|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org